

de la Pastorale des Migrants

Rendre la dignité. Inspirer le changement

Tel fut le thème de la dernière rencontre de la *Commission internationale catholique pour les migrations, qui a eu lieu à Rome du 26 au 28 mai 2014* et qui a rassemblé les représentants des différentes Conférences épiscopales du monde, de la secrétairerie d'Etat du Saint-Siège et du Conseil pontifical pour la pastorale des migrants et des personnes itinérantes.

Aujourd'hui 232 millions de personnes ont émigré et environ 750 millions personnes se déplacent au sein-même de leur propre pays. Ces mouvements de population affectent non seulement la vie des migrants mais aussi celle des personnes et des communautés des pays de départ, de transit, de résidence et d'arrivée. Or, si l'on considère que, derrière chaque migrant, l'on compte au moins une personne restée au pays et une autre au moins voyant son existence transformée par ce passage, cette arrivée ou cette rencontre, l'on est en droit d'affirmer que c'est pratiquement la moitié de la population mondiale qui est soit migrante, soit touchée par les conséquences de la migration.

Face à ce monde qui bouge, qui génère des mutations et devrait nous provoquer au changement, les réactions sociales et politiques que rencontrent les migrants révèlent une peur et un rejet croissant, réduisant sans cesse la considération portée envers la présence et la dignité de « l'étranger » parmi nous.

Au moment même où se tenait la rencontre romaine, la police effectuait, le 28 mai, à Calais, l'expulsion forcée et brutale d'environ 700 migrants et demandeurs d'asile, pour la plupart des ressortissants syriens, afghans et érythréens, dont certains avaient déjà demandé l'asile en France et d'autres espéraient se rendre au Royaume-Uni.

Pour éviter une probable épidémie de gale dans des campements insalubres, les autorités françaises ont choisi d'en disperser la population, abandonnant celle-ci à son sort alors même que le respect de la dignité humaine (mais également les impératifs sanitaires eux-mêmes !) auraient exigé de lui fournir des soins.

Et si, parmi les personnes expulsées, un nombre encore inconnu de mineurs se verra proposer une solution de relogement provisoire, les autres habitants de ces camps se retrouveront à la rue, exposés à d'autres violations des droits fondamentaux. En réalité,

comme à chaque fois depuis plus de dix ans, cette opération de police est destinée à rendre invisible la présence des exilés ; elle jette des centaines de personnes dans une précarité accrue, les poussant à courir des dangers encore plus grands et renforçant l'emprise des réseaux criminels.

A Calais, mais aussi un peu partout en Europe, presque personne n'a le courage de demander, comme l'a fait l'évêque d'Arras, Mgr. Jean-Paul Jaeger : « évacuer et après ? » ou « jusqu'à quand se poursuivra sur nos rivages un déni d'humanité qu'une sournoise indifférence s'efforce de cacher ? ». Et encore, suite à l'expulsion de Calais : « les pouvoirs nationaux, européens et mondiaux qui ont sollicité le droit de gouverner leurs semblables, ne peuvent pas se dérober à la lourde responsabilité de gérer ensemble le délicat problème des migrations et des causes qui les engendrent. La difficile recherche de solutions concertées et durables ne saurait justifier la mise entre parenthèses de la grandeur et de la valeur de chaque être humain ».

Or, si la solidarité rassemble, la peur divise ; elle élève des barrières entre les êtres humains, elle nous pousse à défendre ce que nous avons et non ce que nous sommes. Dans ce contexte, l'Église a un rôle important à jouer dans l'orientation et l'accompagnement des changements. Sa présence et son action devront toujours être redéfinies au gré des situations, mais son engagement aux côtés des plus vulnérables est immuable car elle reste toujours la porte-parole des sans-voix.

« Rendre la dignité et inspirer le changement » exigera, donc, d'œuvrer inlassablement afin que la dignité de tout être humain soit reconnue, que le bien-être de l'individu et la cohésion sociale soient réalisés, que la solidarité véritable soit vécue et la recherche du bien commun favorisée.

Et cela pour épargner à l'humanité d'autres expulsions à la manière de Calais, d'autres naufrages à la manière de Lampedusa, d'autres tueries antisémites à la manière de Bruxelles, d'autres affirmations de groupes et mouvements xénophobes à la manière du scrutin européen.

P. Lorenzo Prencipe, c.s.
Directeur du SNPMPI